

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 2896

[C — 2008/29421]

**18 JUILLET 2008. — Décret démocratisant l'enseignement supérieur,
œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — De la démocratisation par la réussite

CHAPITRE I^{er}. — Des politiques mises en place pour la réussite

Article 1^{er}. Les Hautes Ecoles consacrent à l'aide à la réussite des étudiants, pour les étudiants de première génération qu'elles accueillent, au sein de leur établissement, un montant correspondant de un à trois pour cent de l'allocation annuelle globale dont elles bénéficient.

Ce pourcentage est fixé par le Gouvernement dans les limites des crédits budgétaires disponibles. A défaut, il est de un pour cent.

Ces moyens sont affectés à la promotion de la réussite prioritairement de cette catégorie d'étudiants.

Sans que la liste soit exhaustive, l'aide à la réussite consiste en les mesures suivantes :

1° l'affectation obligatoire au sein de la Haute Ecole de personnel spécifiquement consacré à l'aide à la réussite. Ce personnel a pour mission d'informer, d'orienter et, de façon générale, d'accompagner les étudiants en vue de leur permettre de faire aboutir leur projet d'études. Ce personnel se regroupe au sein d'un service d'aide à la réussite clairement identifié, mis sur pied au sein de la Haute Ecole ou de plusieurs Hautes Ecoles et/ou en collaboration avec un service d'une institution universitaire poursuivant les mêmes objectifs;

2° l'offre obligatoire d'activités spécifiques pour les étudiants de première génération visant à leur faire acquérir les méthodes et techniques propres à accroître leurs chances de réussite;

3° la mise à disposition d'outils d'auto-évaluation et de services de conseil permettant de déceler les compétences des étudiants ou leurs lacunes éventuelles;

4° l'organisation obligatoire, avant le 1^{er} décembre de chaque année académique, d'enseignements en petits groupes et consacrés à des exercices pratiques dans au moins une discipline spécifique à la catégorie d'études choisie, afin de s'assurer de la bonne orientation de l'étudiant;

5° le développement de méthodes didactiques innovantes ciblées sur le profil d'étudiants de première génération dans une catégorie d'études particulière;

6° la mise en place obligatoire d'une politique ciblée sur les populations socio-économiquement défavorisées arrivant dans l'Enseignement supérieur afin de répondre à leurs demandes spécifiques;

7° la mise en place d'une formation destinée à améliorer la maîtrise des compétences langagières;

8° la signature avec le Centre de didactique supérieure de l'Académie universitaire de leur choix d'une convention de collaboration pour l'accompagnement des enseignants en charge des étudiants concernés. Le Centre de didactique supérieure avec lequel la Haute Ecole a signé une convention de collaboration est à la disposition des enseignants et des directions qui le sollicitent pour les conseiller, si nécessaire, et trouver ensemble des pistes d'amélioration de l'enseignement dispensé.

Le Gouvernement peut allouer des moyens supplémentaires aux Hautes Ecoles à cet effet et détermine la forme que prend la preuve que ces moyens sont utilisés exclusivement pour de telles activités.

Art. 2. Est considéré comme étudiant de première génération tout étudiant régulièrement inscrit en première année d'études qui n'a jamais été inscrit à une année d'études dans l'enseignement supérieur belge ou étranger ou à des enseignements figurant au programme d'une année d'études de ces établissements.

Sont assimilées à ces années d'études supérieures les années d'études ou années préparatoires aux épreuves ou concours d'admission organisées par des établissements d'enseignement supérieur belges ou étrangers.

Art. 3. Afin d'assurer une bonne répartition des charges d'étude et d'évaluation au sein de la première année d'études, les autorités de la Haute Ecole, sur avis du Conseil pédagogique, répartissent les enseignements du programme de façon équilibrée entre les deux premiers trimestres de l'année académique.

Les épreuves, travaux et examens associés se répartissent de manière similaire.

Art. 4. Le service d'aide à la réussite de la Haute Ecole développe un programme de tutorat des étudiants de 1^{ère} année d'études de bachelier, identifiés comme étant en difficulté, par des étudiants inscrits à une des années d'études supérieures, sur la base d'une candidature validée par le service.

Ces étudiants tuteurs bénéficient d'un défraiement forfaitaire octroyé par les autorités de la Haute Ecole. Les autorités de la Haute Ecole précisent dans le règlement des études les modalités de fonctionnement de cette opération.

Art. 5. Dès la rentrée académique 2008-2009, les autorités de la Haute Ecole mettent en place un système d'évaluation systématique des enseignements par les étudiants.

La participation des étudiants est obligatoire.

Ces évaluations se déroulent tous les deux ans dans le dernier mois durant lequel l'enseignement est dispensé. Elles présentent toutes les garanties de confidentialité et de protection de la vie privée.

En aucun cas, les résultats de ces évaluations ne peuvent être utilisés pour justifier des actes administratifs ou décisions pris(es) dans le cadre de la carrière des agents.

Le Conseil pédagogique de la Haute Ecole fixe les objectifs et le cadre de cette évaluation en collaboration avec le Conseil de catégorie concerné et rédige le projet de questionnaire.

Ce questionnaire est transmis pour information aux organes de concertation.

Le questionnaire est approuvé par le Conseil pédagogique avant chaque année académique, au plus tard le 15 mars, avant d'être diffusé aux étudiants.

Les résultats de cette évaluation sont analysés par le Conseil pédagogique en collaboration avec le conseil de catégorie et en concertation avec (les) enseignant(s) concerné(s).

Art. 6. A l'article 23 du décret du 31 mars 2004 définissant l'Enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'Enseignement supérieur et finançant les Universités tel que modifié, un alinéa, rédigé comme suit, est inséré après l'alinéa 3 :

« Lorsque des supports écrits sont prévus, les autorités de la Haute Ecole, les autorités académiques de l'Université, les autorités des Ecoles supérieures des Arts et les autorités des Instituts supérieurs d'Architecture prennent toutes les mesures adéquates afin de les rendre disponibles aux étudiants de première année de bachelier au plus tard 20 jours ouvrables après le début de chaque activité d'enseignement. »

Art. 7. Les autorités de la Haute Ecole organisent, à l'attention de étudiants de 1^{ère} année des bacheliers, avant la fin du premier quadrimestre un cycle de formation obligatoire visant à développer chez tous les étudiants des compétences de base minimales et à favoriser le développement d'outils et de méthodes de travail permettant d'appréhender les études supérieures avec un maximum de chances de réussite.

Le service d'aide à la réussite est chargé de l'organisation de ce cycle de formation.

Art. 8. L'étudiant de 1^{ère} génération qui est en situation d'échec à l'issue du premier quadrimestre se voit proposer une charte d'engagement par la Haute Ecole, où tant celle-ci que l'étudiant s'engagent à mettre tous les moyens en œuvre pour favoriser la réussite.

Le personnel du service d'aide à la réussite est chargé des entretiens et de la conclusion de ces chartes.

L'étudiant n'est pas tenu de signer la charte d'engagement.

CHAPITRE II. — *Du financement de l'aide à la réussite en Hautes Ecoles*

Art. 9. Dans l'article 10 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, modifié par le décret du 11 janvier 2008, alinéa 1^{er}, le montant de « 270.446.772 euros » est remplacé par le montant de « 270.153.009 euros ».

Art. 10. A l'article 10 du même décret, modifié par le décret du 13 décembre 2007, l'alinéa 2 est supprimé.

CHAPITRE III. — *De la justification des moyens consacrés à l'aide à la réussite*

Art. 11. Chaque année, chaque Haute Ecole transmet au Gouvernement, pour le 15 mars, un rapport financier justifiant de l'utilisation du montant issu de l'application de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'année civile précédente.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est consacré à concurrence d'un minimum de septante-cinq pour cent à des dépenses de personnel y compris contractuel et professeurs invités ou au défraiement des étudiants visés à l'article 4, alinéa 2.

Le rapport identifie les membres du personnel attachés au service d'aide à la réussite.

Art. 12. L'article 81bis, § 1^{er}, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, inséré par le décret du 30 juin 2006, dont le texte actuel formera un alinéa 1^{er} est complété par les alinéas rédigés comme suit :

« Le rapport d'activités comporte également un chapitre relatif à la promotion de la réussite des étudiants précisant :

1° l'état d'avancement des mesures en faveur des étudiants de première génération visées à l'article 2 du décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'Enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur;

2° les initiatives prises en faveur de l'aide à la réussite des autres étudiants.

Ce chapitre développe notamment :

1° la politique menée en matière d'encadrement des étudiants de première génération;

2° les mesures pratiquées pour lutter contre l'échec;

3° les mesures de politique d'accueil, d'information, d'évaluation, d'orientation, de remédiation et de réorientation.

Ce chapitre est transmis à l'Observatoire de l'enseignement supérieur, visé à l'article 15 du décret du 18 juillet 2008 démocratisant l'Enseignement supérieur, œuvrant à la promotion de la réussite des étudiants et créant l'Observatoire de l'enseignement supérieur. »

Art. 13. Dans le cas où la Haute Ecole reste en défaut de justifier tout ou partie du montant issu de l'application de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, conformément aux modalités prévues à l'article 11, le solde non justifié est déduit de l'allocation annuelle globale de l'année suivante.

TITRE II. — *De la démocratisation par l'aide sociale*

Art. 14. A l'article 16 du décret réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983, modifié par les décrets du 27 mars 1985 et du 8 mai 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« 6° de deux membres représentant les organisations représentatives des étudiants. »

2° L'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les membres repris aux 2°, 3°, 4° et 6° ci-dessus sont choisis par priorité parmi les membres du Conseil supérieur des allocations d'études. »

TITRE III. — De l'Observatoire de l'enseignement supérieur

Art. 15. Il est créé, au sein du Ministère de la Communauté française et au plus tard pour le 1^{er} janvier 2009, un « Observatoire de l'enseignement supérieur » en Communauté française, ci-après dénommé « Observatoire ».

L'Observatoire a pour missions :

1° de gérer un système de collecte et d'analyse de données statistiques pour l'enseignement supérieur, en collaboration avec l'ETNIC et de rassembler les outils existants;

2° de publier un tableau de bord annuel de l'Enseignement supérieur;

3° de fournir de façon régulière et à la demande du Parlement et du Gouvernement, des indicateurs relatifs à toute mesure prise en faveur de l'enseignement supérieur; en particulier, de suivre et d'analyser d'un point de vue statistique les mesures de promotion de la réussite ainsi que les rapports rendus par les établissements d'enseignement supérieur dans ce cadre;

4° de réaliser ou de faire réaliser des études et des recherches scientifiques relatives à l'Enseignement supérieur et particulièrement aux populations étudiantes et aux diplômés délivrés, d'initiative ou à la demande du Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions;

5° de contribuer à développer les outils d'analyse et d'évaluation de l'Enseignement supérieur, de tenir un inventaire des études et recherches scientifiques réalisées dans ce domaine et d'assurer une fonction de veille quant aux instruments de cette nature développés en Communauté française ainsi qu'au niveau européen ou international;

6° de promouvoir et de faire connaître toute initiative dont l'objectif est d'améliorer la réussite dans l'Enseignement supérieur en Communauté française;

7° de servir de source d'information à l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'Enseignement supérieur, au Conseil supérieur de la Mobilité, au Conseil Interuniversitaire de la Communauté française, au Conseil Général des Hautes Ecoles, au Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique, au Conseil supérieur de l'Enseignement de l'Architecture ainsi qu'aux Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des Hautes Ecoles, des Universités et des Ecoles supérieures des Arts;

8° de mettre en œuvre, pour la matière de l'Enseignement supérieur en Communauté française, les dispositions contenues dans le Règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la production et au développement de statistiques sur l'éducation et la formation tout au long de la vie.

Art. 16. L'Observatoire, après accord du Ministre compétent, établit avec tout autre organisme international ou étranger, fédéral, communautaire, régional ou local, de droit public ou privé, les collaborations nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Art. 17. Aux fins de remplir les missions visées aux articles 15, 5° et 15, 7° tous rapports des études ou recherches concernant l'Enseignement supérieur réalisés à l'initiative de la Communauté française ou subsidiées par celle-ci, sont transmis à l'Observatoire.

Art. 18. Chaque année avant le 30 juin, l'Observatoire remet, par l'intermédiaire du Ministre compétent, au Parlement et au Gouvernement, un rapport d'activités sur l'année écoulée.

Tous les trois ans, l'Observatoire transmet au Gouvernement, par l'intermédiaire du Ministre compétent, un rapport de suivi de l'évolution des taux de réussite dans l'Enseignement supérieur et fait part au Gouvernement, des pistes d'amélioration préconisées si nécessaire.

Art. 19. Les différentes productions résultant de ses missions, hormis celles visées à l'alinéa 2 du présent article, et le rapport d'activités de l'Observatoire sont rendus disponibles au public, notamment par l'intermédiaire de son site Internet.

Les analyses et les recherches réalisées par ou à la demande de l'Observatoire conformément à l'article 15, 4°, sont rendues publiques par l'Observatoire sauf avis contraire du Ministre en charge de l'Enseignement supérieur dans le mois qui suit la réception par celui(ceux)-ci d'un avis ou d'un rapport de recherche, notamment par l'intermédiaire de son site Internet.

Art. 20. § 1^{er}. L'établissement d'un recueil de données statistiques concernant l'Enseignement supérieur doit contribuer à une définition des besoins en matière d'Enseignement supérieur et à l'élaboration d'une politique communautaire.

§ 2. Les Universités transmettent à l'Observatoire, à titre individuel ou collectif, les données sollicitées dans le cadre du recueil de données statistiques.

Les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts, et les Instituts supérieurs d'Architecture transmettent à l'Observatoire les données sollicitées dans le cadre du recueil de données statistiques.

§ 3. Le Gouvernement fixe la liste des données que les Universités, les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts, et les Instituts supérieurs d'Architecture sont tenues de fournir.

Ces données portent notamment sur :

- les inscriptions par programme des étudiants finançables et non finançables;
- la signalétique des étudiants (en ce compris les étudiants socio-économiquement défavorisés) et leurs antécédents avec l'objectif de suivi de cohorte;
- la réussite et l'échec à l'issue des examens;
- les passerelles;
- la mobilité étudiante d'entrée et de sortie;
- les programmes d'enseignement organisés et les conventions de coopération pour l'organisation d'études;
- la désaffection des jeunes pour les filières scientifiques et technologiques;
- la répartition hommes-femmes au sein des différentes filières.

Parmi ces données figurent celles déjà collectées et validées par les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur en vue du calcul des allocations de fonctionnement des établissements.

§ 4. Le Gouvernement fixe les délais, la forme et les modalités de transfert et de traitement des données, dans le respect des dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'application.

Toute action en vue de convertir des données codées en données à caractère personnel est formellement interdite.

§ 5. Dans le délai imparti, toutes les données sollicitées sont fournies avec exactitude et selon les formes prescrites. Lorsque le Gouvernement prend connaissance d'infractions éventuelles en la matière, il décide de la sanction à l'égard de l'établissement concerné après rapport des autorités de l'établissement.

Cette sanction peut entraîner une retenue partielle sur l'allocation de fonctionnement pour les Universités, l'allocation annuelle globale pour les Hautes Ecoles ou la dotation de fonctionnement ou de la subvention de fonctionnement pour les Ecoles supérieures des Arts et les Instituts supérieurs d'Architecture.

Art. 21. L'analyse des données est confiée à l'Observatoire.

Les modalités de traitement des données sont les suivantes :

a) les données récoltées sont rendues complètement anonymes au moment de la transmission des résultats de l'analyse;

b) les membres du personnel habilités à avoir accès aux données sont identifiés nominativement;

c) les résultats de l'analyse des données sont communiqués au Gouvernement ou aux différents organes visés à l'article 15-mission 7°, sous forme de tableaux agrégés ne comportant que des données anonymes.

Art. 22. La responsabilité du traitement des données dans le respect de la législation sur la vie privée est confiée à l'Administrateur (trice) général(e) de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

Art. 23. Dans l'accomplissement de ses missions, l'Observatoire collabore avec les intervenants suivants :

a) le Conseil Interuniversitaire de la Communauté française dénommé CIUF et le Conseil des Recteurs des Universités francophones de Belgique dénommé CRef;

b) le Conseil général des Hautes Ecoles dénommé CGHE;

c) le Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique dénommé CSESA;

d) le Conseil supérieur de l'Enseignement de l'Architecture;

e) l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur;

f) le Conseil supérieur de la mobilité étudiante;

g) le Conseil interréseaux de concertation dénommé CIC;

h) l'Entreprise des Technologies Nouvelles de l'information et de la Communication dénommée ETNIC.

Art. 24. L'Observatoire est intégré au sein du Ministère de la Communauté française et placé sous l'autorité de l'Administrateur(trice) général(e) de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

L'Observatoire est composé de membres du personnel du Ministère de la Communauté française mis à disposition. Le cas échéant, l'Observatoire peut s'adjoindre ponctuellement des experts issus des intervenants visés à l'article 23 et désignés par le Gouvernement.

Les membres du personnel du Ministère de la Communauté française mis à la disposition de l'Observatoire sont affectés à l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique.

Art. 25. Le Gouvernement désigne la personne dénommée " Coordinateur(trice) de l'Observatoire" qui, sous l'autorité de l'Administrateur(trice) général(e) de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, assure la coordination des travaux de l'Observatoire.

Elle assure le monitoring du travail effectué par l'Observatoire et coordonne le travail quotidien du personnel.

Art. 26. Un organe de réflexion, d'orientation et d'évaluation dénommé « Comité d'accompagnement » est chargé de remettre des avis, des conseils et des propositions à la demande du Parlement, du Gouvernement, de l'Observatoire ou d'initiative, sur les missions et les travaux de l'Observatoire.

Il fixe les priorités thématiques sur deux ans. Il est également chargé d'approuver le rapport d'activité visé à l'article 18.

Il gère et fixe les priorités des demandes visées à l'article 15, 7° du présent décret.

Le comité d'accompagnement est composé :

1° de deux représentant(e)s du Gouvernement désignés par le Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions;

2° de l'Administrateur(trice) général(e) de l'Enseignement et de la Recherche scientifique ou de son (sa) délégué(e);

3° du Directeur(trice) général(e) de l'Enseignement supérieur ou de son (sa) délégué(e);

4° de trois représentant(e)s désigné(e)s par le CIUF;

5° de trois représentant(e)s désigné(e)s par le CGHE;

6° d'un représentant désigné par le CSESA;

7° d'un représentant désigné par le Conseil supérieur de l'Enseignement de l'Architecture;

8° du Coordinateur(trice) de l'Observatoire;

9° d'un(e) représentant(e) de l'ETNIC.

Le comité d'accompagnement peut également associer à ses travaux un ou plusieurs experts, à titre d'invité.

Le comité d'accompagnement est présidé par le membre du comité qu'il désigne à cette fin.

Le fonctionnement du comité est arrêté par le Gouvernement sur la proposition du comité.

Les membres qui perdent la qualité en laquelle ils ont été désignés cessent d'exercer leurs fonctions; leur remplacement est assuré aux mêmes conditions.

Art. 27. Des moyens spécifiques peuvent être réservés pour soutenir des études d'intérêt général sur les problématiques évoquées par l'Observatoire.

Art. 28. Le Gouvernement peut arrêter les modalités complémentaires d'exécution des articles 15 à 27.

TITRE IV. — *De la publicité*

Art. 29. Outre les dispositions prévues aux articles 86, 87, 88, 89 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités et les articles 23, 24, 25, 26 et 26bis du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, la publicité télévisuelle et radiophonique est interdite pour les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts, les Universités et les Instituts supérieurs d'Architecture.

Lorsque le Gouvernement prend connaissance d'infractions éventuelles à la disposition de l'alinéa 1^{er}, notamment via le contrôle exercé par les Commissaires et Délégués du Gouvernement auprès des établissements d'enseignement supérieur, il décide de la sanction à l'égard de l'établissement concerné, après rapport des autorités académiques.

Cette sanction peut entraîner une retenue partielle sur l'allocation annuelle de l'établissement concerné, sans que cette retenue ne puisse excéder cinq pour cent de l'allocation annuelle.

Art. 30. Dans l'article 23 du décret du 9 septembre 1996, l'alinéa 3 est remplacé comme suit :

« Si le montant alloué annuellement à la publicité est supérieur à 0,5 pour cent de l'allocation annuelle globale de la Haute Ecole, une somme équivalente à ce dépassement doit obligatoirement être affectée par l'institution à des actions spécifiques en matière de promotion de la réussite, tel que visé à l'article 1^{er} du présent décret. Cette somme n'est pas comprise dans le pourcent tel que visé à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}. ».

Art. 31. Les Hautes Ecoles, les Ecoles supérieures des Arts et les Instituts supérieurs d'Architecture adoptent un code de bonne conduite sur la publicité. Ce code fait l'objet d'un avis du Conseil général des Hautes Ecoles pour les Hautes Ecoles, du Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique pour les Ecoles supérieures des Arts et du Conseil supérieur de l'Enseignement de l'Architecture pour les Instituts supérieurs d'Architecture.

Le Gouvernement de la Communauté française approuve ces codes de bonne conduite.

Art. 32. Pour le 30 juin de chaque année, le Commissaire ou délégué du Gouvernement transmet au Gouvernement, pour les Hautes Ecoles et les Ecoles supérieures des Arts relevant de ses attributions un rapport sur les montants affectés par celles-ci à la publicité durant l'année budgétaire précédente ainsi que le détail de celle-ci.

Les Instituts supérieurs d'Architecture communiquent directement au Gouvernement les montants affectés à la publicité durant l'année budgétaire précédente ainsi que le détail de celle-ci.

TITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 33. Par dérogation à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, et pour l'année 2008, les Hautes Ecoles consacrent à l'aide à la réussite des étudiants de première génération, au sein de leur établissement, un montant correspondant à sept dixièmes de pourcent de l'allocation annuelle globale dont elles bénéficient au cours de l'année budgétaire 2008.

Art. 34. S'il échet, par dérogation à l'article 13, le solde non justifié du montant issu de l'application de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, au cours de l'année budgétaire 2008 ne sera pas déduit de l'allocation annuelle globale de l'année suivante.

Ce solde sera toutefois exclusivement utilisé aux fins prévues par le présent décret et plus spécifiquement à l'article 1^{er}, et ce jusqu'à sa complète justification au cours de l'année budgétaire 2010 au plus tard.

A défaut, la partie non encore justifiée sera déduite de l'allocation annuelle globale attribuée en 2011.

Art. 35. Le présent décret entre en vigueur le 15 septembre 2008 à l'exception du Titre III et IV qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.
Donné à Bruxelles, le 18 juillet 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale
M. TARABELLA

—
Note

Session 2007-2008.

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 578-1.

Compte-rendu intégral. — Rapport oral. — Discussion et adoption. Séance du 17 juillet 2008.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 2896

[C — 2008/29421]

**18 JULI 2008. — Decreet tot democratisering van het hoger onderwijs,
ter bevordering van de slaagkansen van de studenten
en tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Democratisering door verhoging van de slaagkansen**HOOFDSTUK I. — Beleid ter bevordering van de slaagkansen**

Artikel 1. De hogescholen bestemmen voor de bevordering van de slaagkansen van de studenten, voor de studenten van de eerste generatie die ze ontvangen, binnen hun instelling, een bedrag dat overeenstemt met één tot drie procent van de globale jaartoeleage die ze genieten.

Dat percentage wordt door de Regering binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten vastgelegd. Zo niet, dan bedraagt het één procent.

Die middelen worden voor de bevordering van de slaagkansen bij voorrang voor die categorie studenten bestemd.

Zonder dat de lijst exhaustief is, bestaan de maatregelen ter bevordering van de slaagkansen uit :

1° de verplichte aanwijzing binnen de hogeschool van personeel dat specifiek bestemd is voor de bevordering van de slaagkansen. Dat personeel heeft als opdracht de studenten te informeren, te oriënteren en, in het algemeen, te begeleiden, om hun de mogelijkheid te bieden om hun studieproject tot een goed einde te brengen. Dat personeel wordt samengebracht binnen een duidelijk geïdentificeerde dienst voor de bevordering van de slaagkansen, opgericht binnen de hogeschool of verschillende hogescholen en/of in medewerking met een dienst van een universitaire instelling die dezelfde doelstellingen heeft;

2° het verplichte aanbod van specifieke activiteiten voor de studenten van de eerste generatie, om hun de mogelijkheid te bieden om de methoden en technieken te verwerven die hun slaagkansen kunnen verhogen;

3° de terbeschikkingstelling van zelfevaluatie-instrumenten en van raadgevingsdiensten voor het opsporen van de vaardigheden van de studenten of van hun eventuele leemten;

4° de verplichte organisatie, vóór 1 december van elk academiejaar, van een onderwijs binnen kleine groepen, besteed aan praktische oefeningen in ten minste één vak dat voor de gekozen studiecategorie specifiek is, om zich van de goede oriëntatie van de student te vergewissen;

5° de ontwikkeling van vernieuwende didactische methoden, gericht op het profiel van studenten van de eerste generatie in een bijzondere studiecategorie;

6° het verplichte voeren van een beleid, gericht op de sociaal-economisch kansarme bevolkingsgroepen die in het hoger onderwijs komen, om aan hun specifieke behoeften en vragen te beantwoorden;

7° het organiseren van een opleiding bestemd voor de verbetering van de taalvaardigheden;

8° de ondertekening, met het centrum voor hogere didactiek van de universitaire academie naar hun keuze, van een medewerkingsovereenkomst voor de begeleiding van de leerkrachten die zich met de betrokken leerlingen bezighouden. Het centrum voor hogere didactiek waarmee de hogeschool een medewerkingsovereenkomst heeft gesloten, is ter beschikking van de leerkrachten en de directies die het willen raadplegen om ze, in voorkomend geval, raadgevingen te verstrekken, en samen oplossingen te vinden voor de verbetering van het verstrekte onderwijs.

De Regering kan daartoe bijkomende middelen aan de hogescholen toekennen en bepaalt de wijze waarop kan worden bewezen dat die middelen uitsluitend voor zulke activiteiten worden aangewend.

Art. 2. Als student van de eerste generatie wordt beschouwd, iedere student die in het eerste studiejaar regelmatig ingeschreven is en die nooit ingeschreven is geweest in een studiejaar in het Belgische of buitenlandse hoger onderwijs of voor cursussen die voorkomen in het programma van één studiejaar van die instellingen.

Met die jaren hogere studies worden gelijkgesteld, de studiejaar of jaren ter voorbereiding van de proeven of vergelijkende examens voor de toelating die door Belgische of buitenlandse instellingen voor hoger onderwijs worden georganiseerd.

Art. 3. Met het oog op een goede verdeling van de studie- en evaluatieopdrachten in het eerste studiejaar, verdeelt het bestuur van de hogeschool, op advies van de pedagogische raad, de cursussen van het programma op evenwichtige wijze over de eerste twee quadrimesters van het academiejaar.

De proeven, werken en examens in verband daarmee worden op gelijkaardige wijze verdeeld.

Art. 4. De dienst voor bevordering van de slaagkansen van de hogeschool ontwikkelt een programma tot organisatie van de voogdij over de studenten van het eerste bachelorjaar die als studenten in moeilijkheden worden beschouwd door studenten die voor één van de studiejaar in het hoger onderwijs ingeschreven zijn, op grond van een door de dienst geldig verklaarde kandidatuur.

De studenten die zich met die voogdij bezighouden, genieten een forfaitaire vergoeding die door het bestuur van de hogeschool wordt toegekend. Het bestuur van de hogeschool bepaalt in het studiereglement de nadere regels voor de werking van die voogdij.

Art. 5. Vanaf het begin van het academiejaar 2008-2009, organiseert het bestuur van de hogeschool een systeem voor de systematische evaluatie van de cursussen door de studenten.

De deelneming van de studenten is verplicht.

Die evaluaties geschieden om de twee jaar in de laatste maand gedurende welke de cursus wordt verstrekt. Ze bieden alle waarborgen inzake betrouwbaarheid en bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

In geen geval kunnen de resultaten van die evaluaties worden gebruikt om administratieve handelingen of beslissingen te rechtvaardigen die in het kader van de loopbaan van de personeelsleden worden genomen.

De pedagogische raad van de hogeschool bepaalt de doelstellingen en het kader van die evaluatie in medewerking met de betrokken categorieraad en stelt het ontwerp van vragenlijst op.

Die vragenlijst wordt voor kennisgeving aan de overlegorganen meegedeeld.

De vragenlijst wordt door de pedagogische raad vóór elk academiejaar, uiterlijk op 15 maart, goedgekeurd, alvorens aan de studenten te worden uitgedeeld.

De resultaten van die evaluatie worden door de pedagogische raad geanalyseerd in medewerking met de categorieraad en in overleg met de betrokken leerkracht(en).

Art. 6. In artikel 23 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, zoals gewijzigd, wordt na het derde lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Als er schriftelijke dragers zijn, nemen het bestuur van de hogescholen, de academische autoriteiten van de universiteit, het bestuur van de hogere kunstschool en het bestuur van het hoger instituut voor architectuuronderwijs alle passende maatregelen om die ter beschikking te stellen van de studenten van het eerste bachelorjaar uiterlijk 20 werkdagen na het begin van elke onderwijsactiviteit. »

Art. 7. Het bestuur van de hogeschool organiseert, voor de studenten van het eerste bachelorjaar, vóór het einde van het eerste quadrimester, een cyclus verplichte vorming die tot doel heeft bij alle studenten minimale basisvaardigheden te ontwikkelen en de ontwikkeling van werkinstrumenten en -methoden te bevorderen waardoor de hogere studies met zoveel mogelijke slaagkansen kunnen worden ondernomen.

De dienst voor de bevordering van de slaagkansen wordt belast met de organisatie van die vormingscyclus.

Art. 8. De student van de eerste generatie die gezakt is op het einde van het eerste quadrimester, krijgt een verbintenishandvest door de hogeschool voorgesteld, waarin zowel deze als de student zich ertoe verbinden alle middelen aan te wenden om de slaagkansen te bevorderen.

Het personeel van de dienst voor bevordering van de slaagkansen wordt belast met de organisatie van die gesprekken en met de sluiting van die handvesten.

De student is niet verplicht het verbintenishandvest te ondertekenen.

HOOFDSTUK II. — *Financiering van de bevordering van de slaagkansen in de hogescholen*

Art. 9. In artikel 10 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, gewijzigd bij het decreet van 11 januari 2008, eerste lid, wordt het bedrag « 270.446.772 euro » vervangen door het bedrag « 270.153.009 euro ».

Art. 10. In artikel 10 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 december 2007, wordt het tweede lid afgeschaft.

HOOFDSTUK III. — *Verantwoording van de middelen bestemd voor de bevordering van de slaagkansen*

Art. 11. Elk jaar deelt elke hogeschool aan de Regering, voor 15 maart, een financieel verslag mee ter verantwoording van de aanwending van het bedrag, bekomen bij toepassing van artikel 1, eerste lid, van het vorige burgerlijk jaar.

Het in het eerste lid bedoelde bedrag wordt, ten belope van minstens vijfenzeventig procent, bestemd voor de uitgaven voor het personeel, met inbegrip van het contractueel personeel en de gastleraars, of voor de vergoeding van de studenten bedoeld in artikel 4, tweede lid.

Het verslag identificeert de personeelsleden die verbonden zijn aan de dienst voor de bevordering van de slaagkansen.

Art. 12. Artikel 81 bis, § 1, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, ingevoegd door het decreet van 30 juni 2006, waarvan de huidige tekst een eerste lid zal uitmaken, wordt aangevuld met de volgende leden, luidend als volgt :

« Het activiteitenverslag omvat ook een hoofdstuk betreffende de bevordering van de slaagkansen van de studenten, met vermelding van :

1° de staat van de voortgang van de maatregelen ten gunste van de studenten van de eerste generatie bedoeld in artikel 2 van het decreet van 18 juli 2008 tot democratisering van het hoger onderwijs, ter bevordering van de slaagkansen van de studenten en tot oprichting van het waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs;

2° de initiatieven die worden genomen voor de bevordering van de slaagkansen van de andere studenten.

Dat hoofdstuk bepaalt inzonderheid :

1° het beleid dat wordt gevoerd inzake omkadering van de studenten van de eerste generatie;

2° de maatregelen ter bestrijding van falen;

3° de maatregelen voor het beleid inzake onthaal, informatie, evaluatie, oriëntatie, remediëring en heroriëntatie.

Dat hoofdstuk wordt doorgezonden naar het waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs, bedoeld in artikel 15 van het decreet van 18 juli 2008 tot democratisering van het hoger onderwijs, ter bevordering van de slaagkansen van de studenten en tot oprichting van het waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs.

Art. 13. Als de hogeschool het geheel of een deel van het bedrag bekomen bij toepassing van artikel 1, eerste lid, overeenkomstig artikel 11 niet verantwoordt, dan wordt het niet verantwoorde saldo afgetrokken van de globale jaartoeelage van het volgende jaar.

TITEL II. — *Democratisering door maatschappelijke hulpverlening*

Art. 14. In artikel 16 van het decreet tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen, gecoördineerd op 7 november 1983, gewijzigd bij de decreten van 27 maart 1985 en 8 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld als volgt :

« 6° twee leden die de representatieve studentenorganisaties vertegenwoordigen. »

2° het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid :

« De leden vermeld in de punten 2°, 3°, 4° en 6° hierboven worden bij voorrang uit de leden van de hoge raad voor de studietoelagen gekozen. »

TITEL III. — Waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs

Art. 15. Binnen het ministerie van de Franse Gemeenschap wordt uiterlijk voor 1 januari 2009 een waarnemingscentrum voor het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap opgericht, hierna « waarnemingscentrum » genoemd.

Het waarnemingscentrum heeft de volgende opdrachten :

1° een systeem voor het verzamelen en analyseren van de statistische gegevens voor het hoger onderwijs beheren, in medewerking met het overheidsbedrijf voor de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën (ETNIC), en de bestaande instrumenten verzamelen;

2° een jaarlijks dashboard voor het hoger onderwijs publiceren;

3° op aanvraag van het Parlement en de Regering, indicatoren in verband met elke maatregel genomen voor het hoger onderwijs regelmatig leveren; meer bepaald, de maatregelen betreffende de bevordering van slaagkansen alsook de verslagen die door de instellingen voor hoger onderwijs in dat kader worden voorgelegd, op statistisch vlak opvolgen en analyseren;

4° wetenschappelijke studies en onderzoeken betreffende het hoger onderwijs, inzonderheid betreffende de studenten en de uitgereikte diploma's, op eigen initiatief of op aanvraag van de minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, verwezenlijken of doen verwezenlijken;

5° bijdragen tot de ontwikkeling van de instrumenten voor de analyse en de evaluatie van het hoger onderwijs, een inventaris bijhouden van de statistische studies en onderzoeken die op dat gebied werden verwezenlijkt en een wachtfunctie uitoefenen betreffende gelijkaardige instrumenten die worden ontwikkeld in de Franse Gemeenschap en op Europees of internationaal vlak;

6° elk initiatief bevorderen en laten kennen dat tot doel heeft de slaagkansen in het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap te verhogen;

7° als informatiebron dienen voor het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, de Hoge Raad voor de studentenmobiliteit, de interuniversitaire raad van de Franse Gemeenschap, de algemene raad voor hogescholen, de hoge raad voor het kunsthoger onderwijs, de hoge raad voor het architectuuronderwijs, alsook de commissarissen en afgevaardigden van de Regering bij de hogescholen, de universiteiten en de kunsthogere scholen;

8° voor de aangelegenheid hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap, de bepalingen vervat in de verordening van het Europees Parlement en de Raad betreffende de productie en verdere ontwikkeling van statistieken over onderwijs en levenslang leren vaststellen en toepassen.

Art. 16. Na de toestemming van de bevoegde minister te hebben gekregen, bepaalt het waarnemingscentrum met elke andere internationale of buitenlandse, gemeenschaps, gewest- of lokale publiekrechtelijke of privaatrechtelijke instelling de medewerkingsverbanden die noodzakelijk zijn voor de vervulling van zijn opdrachten.

Art. 17. Ten einde de in de artikelen 15, 5° en 15, 7°, bedoelde opdrachten te vervullen, worden alle verslagen van de studies of onderzoeken betreffende het hoger onderwijs, uitgevoerd op initiatief van de Franse Gemeenschap of door haar gesubsidieerd, aan het waarnemingscentrum overgezonden.

Art. 18. Elk jaar, vóór 30 juni, legt het waarnemingscentrum, door toedoen van de bevoegde minister, een activiteitenverslag over het afgelopen jaar aan het Parlement en de Regering voor.

Om de drie jaar zendt het waarnemingscentrum de Regering, door toedoen van de bevoegde minister, een verslag over het opvolgen van de evolutie van de slaagpercentages in het hoger onderwijs toe, en deelt het, zo nodig, voorstellen voor de verbetering van de toestand mee.

Art. 19. De verschillende producties, behalve deze die in het tweede lid van dit artikel bedoeld zijn, die uit de opdrachten van het waarnemingscentrum voortvloeien, en zijn activiteitenverslag worden ter beschikking van het publiek gesteld, inzonderheid door toedoen van zijn internetsite.

De analyses en onderzoeken die door of op aanvraag van het waarnemingscentrum overeenkomstig artikel 15, 4°, worden uitgevoerd, worden door het waarnemingscentrum bekendgemaakt, tenzij de minister bevoegd voor het hoger onderwijs anders daarover beslist binnen de maand die volgt op de ontvangst door deze van een advies of een onderzoeksverslag, inzonderheid door toedoen van zijn internetsite.

Art. 20. § 1. Het opmaken van een statistische databank betreffende het hoger onderwijs moet bijdragen tot de vaststelling van de behoeften inzake hoger onderwijs en tot de bepaling van een gemeenschapsbeleid.

§ 2. De universiteiten zenden het waarnemingscentrum, individueel of collectief, de aangevraagde gegevens over in het kader van de inzameling van statistische gegevens.

De hogescholen, de hogere kunstschole en de hogere instituten voor architectuuronderwijs zenden het waarnemingscentrum de aangevraagde gegevens over in het kader van de inzameling van statistische gegevens.

§ 3. De Regering stelt de lijst vast van de gegevens die de universiteiten, de hogescholen, de hogere kunstschole en de hogere instituten voor architectuuronderwijs moeten meedelen.

Die gegevens hebben inzonderheid betrekking op :

- de inschrijvingen per programma van de studenten die voor financiering al dan niet in aanmerking komen;
- de persoonlijke gegevens betreffende de studenten (met inbegrip van de sociaal-economisch kansarme studenten) en hun antecedenten, om cohorten te kunnen begeleiden;
- het slagen of zakken voor de examens;
- de overbruggingsmogelijkheden;
- de studentenmobiliteit bij het ingaan en het uitgaan;
- de georganiseerde onderwijsprogramma's en de samenwerkingsovereenkomsten voor de organisatie van studies;
- het feit dat de jongeren de wetenschappelijke en technologische studierichtingen niet meer kiezen;
- de verdeling tussen mannen en vrouwen binnen de verschillende studierichtingen.

Onder die gegevens komen reeds deze voor die door de commissarissen en afgevaardigden van de Regering bij de instellingen voor hoger onderwijs werden ingezameld en geldig verklaard met het oog op de berekening van de werkingstoelagen van de instellingen.

§ 4. De Regering stelt de termijn, de vorm en de nadere regels voor de overdracht en de behandeling van de gegevens vast, met inachtneming van de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en van de besluiten tot toepassing ervan.

Elke handeling voor het omzetten van gecodeerde gegevens in persoonsgegevens is uitdrukkelijk verboden.

§ 5. Binnen de gestelde termijn, worden alle aangevraagde gegevens nauwgezet en volgens de voorgeschreven vorm geleverd. Wanneer de Regering kennis neemt van eventuele inbreuken in verband daarmee, beslist ze over de sanctie ten aanzien van de betrokken instelling na verslag van het bestuur van de instelling.

Die sanctie kan leiden tot een gedeeltelijke inhouding op de werkingstoelage, voor de universiteiten, op de globale jaartoeelage, voor de hogescholen, of op de werkingsdotatie of de werkingsubsidie, voor de hogere kunstscholen en de hogere instituten voor architectuuronderwijs.

Art. 21. De analyse van de gegevens wordt aan het waarnemingscentrum toevertrouwd.

De nadere regels voor de behandeling van de gegevens zijn de volgende :

a) de ingezamelde gegevens worden volledig anoniem gemaakt wanneer de uitslag van de analyse wordt meegedeeld;

b) de personeelsleden die ertoe gemachtigd worden tot de gegevens toegang te krijgen, worden bij hun naam geïdentificeerd;

c) de uitslag van de analyse van de gegevens wordt aan de Regering of aan de verschillende organen bedoeld in artikel 15 – opdracht 7°, meegedeeld, in de vorm van samengevoegde tabellen die alleen anonieme gegevens inhouden.

Art. 22. Voor de behandeling van de gegevens met inachtneming van de wetgeving op de persoonlijke levenssfeer is de administrateur-generaal van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek verantwoordelijk.

Art. 23. Bij de vervulling van zijn opdrachten, werkt het waarnemingscentrum mee met de volgende organen :

a) de interuniversitaire raad van de Franse Gemeenschap en de raad van rectoren van de Franstalige universiteiten van België;

b) de algemene raad voor de hogescholen;

c) de hoge raad voor het kunsthoger onderwijs;

d) de hoge raad voor het architectuuronderwijs;

e) het agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het hoger onderwijs;

f) de hoge raad voor de studentenmobiliteit;

g) de netoverschrijdende overlegraad;

h) het bedrijf voor de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën.

Art. 24. Het waarnemingscentrum wordt opgenomen in het ministerie van de Franse Gemeenschap en onder het gezag van de administrateur-generaal van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek geplaatst.

Het waarnemingscentrum is samengesteld uit ter beschikking gestelde personeelsleden van het ministerie van de Franse Gemeenschap. In voorkomend geval, kan het waarnemingscentrum de medewerking vragen van deskundigen afkomstig uit de organen bedoeld in artikel 23, door de Regering aangewezen.

De personeelsleden van het ministerie van de Franse Gemeenschap die ter beschikking van het algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek worden gesteld, worden aangewezen voor het algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.

Art. 25. De Regering stelt de persoon, « coördinator van het waarnemingscentrum » genoemd, aan, die, onder het gezag van de administrateur-generaal van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, de coördinatie van de werkzaamheden van het waarnemingscentrum verricht.

Hij neemt de monitoring van de werkzaamheden van het waarnemingscentrum waar en coördineert de dagelijkse werkzaamheden van het personeel.

Art. 26. Een bezinnings-, oriëntatie- en evaluatieorgaan, « begeleidingscomité » genoemd, wordt belast met het uitbrengen van adviezen, raadgevingen en voorstellen op aanvraag van het Parlement, de Regering, het waarnemingscentrum, of op eigen initiatief, over de opdrachten en werkzaamheden van het waarnemingscentrum.

Het stelt de thematische prioriteiten over twee jaar vast. Het wordt ook belast met het goedkeuren van het activiteitenverslag bedoeld in artikel 18.

Het behandelt de aanvragen bedoeld in artikel 15, 7°, van dit decreet, en stelt de prioriteiten onder die aanvragen vast.

Het begeleidingscomité is samengesteld uit :

1° twee vertegenwoordigers van de Regering, aangewezen door de minister bevoegd voor het hoger onderwijs;

2° de administrateur-generaal van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek of zijn afgevaardigde;

3° de directeur-generaal van het hoger onderwijs of diens afgevaardigde;

4° drie vertegenwoordigers, aangewezen door de interuniversitaire raad van de Franse Gemeenschap;

5° drie vertegenwoordigers aangewezen door de algemene raad voor de hogescholen;

6° een vertegenwoordiger aangewezen door de hoge raad voor het kunsthoger onderwijs;

7° een vertegenwoordiger aangewezen door de hoge raad voor het architectuuronderwijs;

8° de coördinator van het waarnemingscentrum;

9° een vertegenwoordiger van het bedrijf voor de nieuwe informatie- en communicatietechnologieën.

Het begeleidingscomité kan eveneens één of meer deskundigen, als uitgenodigde persoon, laten deelnemen aan zijn werkzaamheden.

Het begeleidingscomité wordt voorgezeten door het lid van het comité dat het daartoe aanwijst.

De werking van het comité wordt door de Regering op de voordracht van het comité vastgesteld.

De leden die de hoedanigheid verliezen waarin ze werden aangewezen, houden op hun ambt uit te oefenen; ze worden onder dezelfde voorwaarden vervangen.

Art. 27. Er kunnen specifieke middelen worden aangewend om studies van algemeen nut over de door het waarnemingscentrum aangehaalde vraagstukken te steunen.

Art. 28. De Regering kan bijkomende regels nader bepalen voor de uitvoering van de artikelen 15 tot 27.

TITEL IV. — Reclame

Art. 29. Naast de bepalingen bedoeld in de artikelen 86, 87, 88 en 89 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, en de artikelen 23, 24, 25, 26 en 26 bis van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, is de reclame op televisie en radio verboden voor de hogescholen, de hogere kunstscholen, de universiteiten en de hogere instituten voor architectuuronderwijs.

Wanneer de Regering kennis neemt van eventuele inbreuken op de bepaling van het eerste lid, inzonderheid via de controle uitgeoefend door de commissarissen en afgevaardigden van de Regering bij de instellingen voor hoger onderwijs, beslist ze over de sanctie ten aanzien van de betrokken instelling, na verslag van de academische autoriteiten.

Die sanctie kan leiden tot een gedeeltelijke inhouding op de jaartoelage van de betrokken instelling, waarbij die inhouding niet meer kan bedragen dan vijf procent van de jaartoelage.

Art. 30. In artikel 23 van het decreet van 9 september 1996, wordt het derde lid vervangen als volgt :

« Indien het bedrag dat jaarlijks aan de reclame wordt toegekend hoger is dan 0,5 procent van de globale jaartoelage van de hogeschool, moet een bedrag dat gelijk is aan die overschrijding door de instelling worden bestemd voor specifieke acties inzake bevordering van de slaagkansen, zoals bedoeld in artikel 1 van dit decreet. Dat bedrag is niet begrepen in het procent bedoeld in artikel 1, eerste lid. ».

Art. 31. De hogescholen, de hogere kunstscholen en de hogere instituten voor architectuuronderwijs nemen een gedragscode inzake reclame aan. Die code wordt voor advies voorgelegd aan de Algemene Raad voor Hogescholen, voor de hogescholen, aan de Hoge Raad voor het kunsthoger onderwijs, voor de hogere kunstscholen, en aan de Hoge Raad voor het architectuuronderwijs, voor de hogere instituten voor architectuuronderwijs.

De Regering van de Franse Gemeenschap keurt die gedragscodes goed.

Art. 32. Vóór 30 juni van elk jaar, zendt de commissaris of afgevaardigde van de Regering, voor de hogescholen en de hogere kunstscholen die onder haar bevoegdheid vallen, een verslag over de bedragen die door deze voor reclame bestemd worden gedurende het vorige begrotingsjaar alsook de nadere omschrijving ervan aan de Regering.

De hogere instituten voor architectuuronderwijs delen de Regering rechtstreeks de bedragen mee die voor reclame bestemd worden gedurende het vorige begrotingsjaar alsook de nadere omschrijving ervan.

TITEL V. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 33. In afwijking van artikel 1, eerste lid, en voor het jaar 2008, besteden de hogescholen voor de bevordering van de slaagkansen van de studenten van de eerste generatie, binnen hun instelling, een bedrag dat overeenstemt met zeven tienden van één procent van de globale jaartoelage die ze gedurende het jaar 2008 genieten.

Art. 34. In voorkomend geval, in afwijking van artikel 13, wordt het niet verantwoorde saldo van het bedrag voortvloeiend uit de toepassing van artikel 1, eerste lid, gedurende het begrotingsjaar 2008, niet afgetrokken van de globale jaartoelage van het volgende jaar.

Dat saldo zal echter uitsluitend worden aangewend voor de doeleinden bepaald door dit decreet, inzonderheid in artikel 1, totdat het uiterlijk gedurende het begrotingsjaar 2010 volledig zal zijn verantwoord.

Zo niet, dan wordt het nog niet verantwoorde deel afgetrokken van de globale jaartoelage die in 2011 zal worden toegekend.

Art. 35. Dit decreet treedt in werking op 15 september 2008, met uitzondering van titel III en IV, die op 1 januari 2009 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 juli 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën,
Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN,

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

Nota

(1) Zitting 2007-2008.

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 578-1.

Integraal verslag. — Mondeling verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 17 juli 2008.